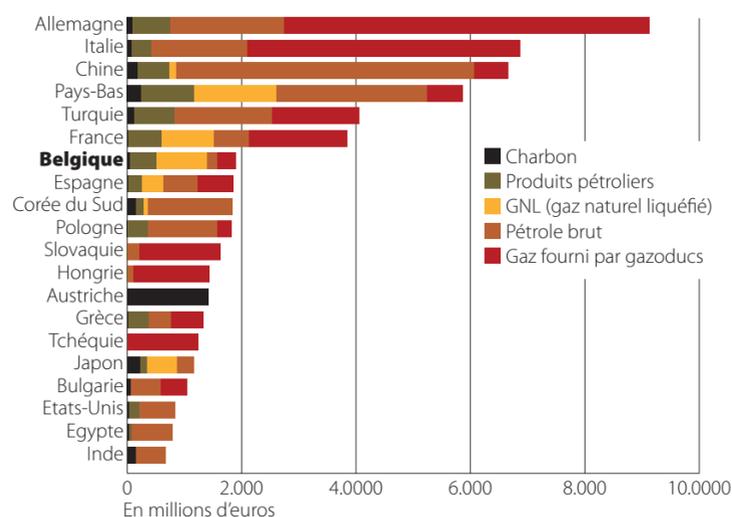


L'Europe se taille l'essentiel des exportations russes de combustibles fossiles

L'invasion russe en Ukraine a débuté le 24 février. Et dans les deux mois qui ont suivi, l'Europe a massivement importé des combustibles fossiles provenant de la Russie. Montant total de la facture calculée par un organisme de recherche indépendant, le Centre for research on energy and clean air (Crea) : pas moins de 63 milliards d'euros de charbon, pétrole, gaz (via pipeline ou par bateau). L'Europe s'en adjuge 71 %, soit 44 milliards. La Belgique n'est pas en reste : elle est le septième importateur européen de combustibles fossiles provenant de Russie principalement en raison de ses achats de GNL, gaz naturel liquéfié. Une bonne partie de ce gaz est réexportée vers l'Asie (Japon, Chine, Corée). En 2021, confirme Laurent Remy, porte-parole de Fluxys, l'opérateur de transport et de stockage du gaz naturel liquéfié, environ 80 % du GNL russe arrivé au port méthanier de Zeebrugge a été réexporté. Le rapport du Crea montre que la guerre et les crimes dont on soupçonne l'armée russe n'ont pas empêché les affaires.

Les plus gros importateurs de combustibles fossiles de Russie



L'Allemagne est le premier importateur (9,1 milliards), suivie par l'Italie (6,9), la Chine (6,7), les Pays-Bas (5,6) et la Turquie (4,1). Les compagnies impliquées dans ces échanges : Exxon Mobil, Shell, Total, Repsol, BP et Lukoil pour l'essentiel. Outre les gazoducs et pipelines, ce sont par les ports qu'a transité l'essentiel des importations. Six d'entre eux se taillent la part du lion (un quart des livraisons maritimes) : Rotterdam, Maasvlakte, Trieste,

Gdansk et Zeebrugge. « Ces pays avaient pris des mesures pour mettre fin aux achats et aux transferts, cela aurait stoppé 23 % de la demande par mer », estime le Crea. En deux mois, les volumes échangés ont fortement varié : notamment à la faveur des sanctions, les livraisons de pétrole à l'Europe ont chuté de 20 %, celles de charbon de 40 % tandis que les volumes de GNL ont augmenté de 20 %.

M.D.M

Moldavie
Poussée
de fièvre
en Transnistrie

MARINE BUISSON

C'est un tout petit village moldave - transnistrien pour être précise - situé à deux kilomètres de la frontière avec l'Ukraine, qui se retrouve sous le feu des projecteurs. A Kolbasna, on trouve une église et une épicerie, si l'on en croit Google maps. Mais surtout, le plus important dépôt d'armes de la région, - sous contrôle russe - qui abrite 20.000 tonnes de munitions de la période soviétique.

Ce mercredi, les autorités de la « république » séparatiste pro-russe de Transnistrie, en Moldavie, ont annoncé que le village, d'ordinaire paisible, avait été la cible de tirs sans faire de victimes. Le territoire a fait sécession de la Moldavie en 1992, après une courte guerre contre Chisinau, la capitale du pays. Depuis, environ 1.500 soldats russes sont stationnés sur place. Depuis plusieurs jours, la crainte enfle que la guerre en Ukraine ne s'étende à la Transnistrie. Lundi et mardi, les séparatistes pro-russes ont affirmé avoir été témoins d'une série d'explosions sur le territoire. Un général russe a affirmé que l'offensive du Kremlin en Ukraine visait à établir un couloir vers cette région séparatiste. Un cran d'angoisse en plus pour la Transnistrie.

« Levier de pression »

« Il reste extrêmement difficile de savoir qui est à l'origine de ces incidents et d'interpréter leur nature et l'intention des auteurs », tempère Marie Dumoulin, directrice du programme Europe élargie pour le centre de recherches European Council on Foreign Relations. Qui met toutefois en garde : une explosion au niveau de cet entrepôt pourrait avoir des conséquences désastreuses, « pire que l'explosion sur le port de Beyrouth » en matière de puissance. La veille, la présidente moldave, Maia Sandu, avait réuni son conseil de sécurité national après une série d'explosions dans cette même région. Sans nommer aucun pays - Kiev accuse Moscou qui accuse Kiev -, elle a dénoncé une « tentative pour accroître les tensions » et affirmé que « les autorités moldaves veilleraient à empêcher la République d'être entraînée dans un conflit ». Sauf à « chercher l'escalade pour l'escalade », l'experte ne saisit pas l'intérêt de la Russie à frapper la Transnistrie immédiatement : « Jusqu'à présent la relation Russie-Transnistrie s'inscrivait dans le paradigme des conflits gelés. Le territoire reste un levier de pression sur la Moldavie, comme le Donbass l'était sur l'Ukraine - même si l'ambition russe dépasse aujourd'hui largement le Donbass... »

A ce stade, comprendre les intentions est prématuré juge également Florent Parmentier, secrétaire général du Cevipof : « C'est le propre de la communication en temps de guerre. Les protagonistes s'accusent les uns les autres : Russie et Transnistrie vont accuser l'Ukraine de tirer la Moldavie dans le conflit et réciproquement, la Moldavie et l'Ukraine vont accuser la Russie de choisir sa prochaine cible. » Car aujourd'hui, la Transnistrie n'a pas de continuité territoriale avec la Russie. Et les 1.500 soldats russes en poste sur son territoire n'incarnent pas une menace pour l'Ukraine. « Si l'objectif pour la Russie est de prendre Odessa, il pourrait y avoir une continuité territoriale avec la Transnistrie », relève toutefois Florent Parmentier. Mais la ville, deux fois plus grande que Marioupol, qui n'est pas encore tombée aux mains des Russes, ne serait pas simple à prendre.

Sur le square de l'Indépendance

Des activistes ukrainiens se sont rassemblés, square de l'Indépendance à Kiev, ce 27 avril, pour appeler les dirigeants du monde à l'organisation d'un couloir humanitaire afin d'évacuer les personnes bloquées à Marioupol.



© EPA

sanctions L'UE pousse les feux pour bannir le pétrole russe

PHILIPPE REGNIER

Vladimir Poutine a tiré sa première vraie salve de représailles à l'avalanche de sanctions européennes qui accablent l'économie russe depuis le début de l'invasion. Mais en fermant les vannes du gaz vers la Pologne et la Bulgarie, le Kremlin se tire une balle dans le pied : fini les rentrées financières...

« C'est fondamentalement une mesure où la Russie se punit elle-même », a aussitôt relevé mercredi la présidente de la Commission européenne. Certes. Mais la décision d'apparence irrationnelle est aussi un sévère avertissement adressé par Moscou à ces Européens qui se mettent en travers de leur « opération militaire spéciale » (sic) en Ukraine. Au moment où ceux-ci redoublent d'efforts pour livrer des armes lourdes à Kiev. Et alors que l'UE s'apprête à dégaîner un sixième paquet de sanctions contre Moscou, qui doit s'attaquer notamment au pétrole russe.

La décision russe est d'ailleurs intervenue, notent plusieurs experts, juste après que Berlin venait de s'arranger

avec la Pologne pour s'assurer que, même en cas d'embargo sur le pétrole russe, les raffineries allemandes pourraient fonctionner. Berlin n'aurait dès lors plus d'objection à bannir le pétrole. Peu après cet accord, Moscou frappait Varsovie... Cherchant, comme souvent, à « diviser pour régner ».

Les Européens s'ébrouent après une dizaine de jours aux airs de congé et... d'attente du résultat des élections en France. Un conseil extraordinaire des ministres de l'Énergie est convoqué lundi prochain. « Notre réponse sera immédiate, unie et coordonnée », promet Ursula von der Leyen, qui assure que la « solidarité » entre Etats membres permettra d'éviter les pénuries à court terme. La Commission présentera à la mi-mai des propositions formelles pour réduire puis éliminer la dépendance de l'UE aux énergies fossiles russes. Le sujet sera sur la table d'un sommet européen spécial, les 30 et 31 mai.

D'ici là, les Vingt-Sept devraient avoir adopté leur nouveau paquet de sanctions. « Nous travaillons sur la question du pétrole », a une nouvelle fois confir-

mé von der Leyen - à qui revient l'initiative d'une proposition avec le chef de la diplomatie Borrell en matière de sanctions. L'UE avait déjà décrété un embargo sur le charbon russe le 8 avril.

Qui tirerait le premier

Les représentants permanents des Etats membres ont abordé la question de ce sixième paquet lors de leur réunion mercredi, mais sans proposition formelle sur la table, nous dit-on de source diplomatique. Les Polonais ont appelé à pousser les feux : accord de principe des Vingt-Sept. Des réunions en bilatérale ou par petits groupes de pays avec la Commission sont prévues ce week-end. Les modalités de la sanction, le timing, la nature des pétroles visés doivent encore faire l'objet d'un accord. Le nouveau train de sanctions frappera aussi de nouvelles banques russes, interdira d'autres flux commerciaux et allongera la « liste noire » des personnalités sanctionnées. Le paquet pourrait être avalisé la semaine prochaine, ajoute-t-on.

Depuis le début de l'offensive russe,

les Européens se demandaient qui des deux « tirerait » le premier en ciblant le gaz : embargo européen ou fermeture des robinets par Moscou ? « Nous savions qu'il était possible qu'ils frappent les premiers et on s'y attendait. Eux aussi anticipent que l'on va s'attaquer aux hydrocarbures. Mais, de part et d'autre, on est dans une escalade », relève une autre source, proche du dossier.

Dans un entretien aux journaux du groupe Lena dont *Le Soir* vendredi dernier, Josep Borrell affirmait à propos du gaz qu'« une décision à l'unanimité sera très difficile, car certains Etats membres ont déjà dit qu'ils opposeraient leur veto à toute décision collective » de sanction. « Le gaz est une matière première pour l'industrie (...) et le gaz ne peut être remplacé par rien d'autre », rappelait-il. Mais chacun s'emploie déjà individuellement à trouver d'autres sources d'approvisionnement. Et l'initiative prise mercredi par le Kremlin, juge un diplomate, pourrait aiguillonner les plus frileux à passer à l'action également sur ce front.